

## Evolution de la société française et élection présidentielle

Table ronde avec :

- Eric Dupin journaliste indépendant, Maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, auteur de « A droite toute » janvier 2007-06-22
- Gael Sliman directeur délégué de BVA.
- Alexis Dalem titulaire d'un DEA de philosophie (Université de Paris-I) et du DEA de Pensée Politique de l'IEP de Paris. Principaux domaines de recherche : Légitimité/légitimation, Les déterminants de la soumission politique (intérêts, identités, approbation...) Rapports gouvernants/gouvernés, Opinions publiques et comportements politiques

### Gael Sliman

La victoire de N. Sarkozy ne s'explique pas par une droitisation préalable des Français mais par le triomphe de l'offre politique sur la demande des français. L'analyse des données d'enquêtes d'opinion recueillies avant et pendant la campagne présidentielle prouve que c'est une France encore très majoritairement de gauche en décembre 2006 qui l'a élu quatre mois plus tard.

L'analyse des données d'opinion recueillies par BVA durant la campagne et surtout la pré campagne de novembre à décembre 2006 font apparaître un net avantage en faveur de la gauche sur nos indicateurs du rapport de force politique et idéologique.

### proximité partisane

Jusqu'à la fin décembre 2006 les Français se déclaraient plus proches des partis de gauche (à 54 % contre 46 % sur l'ensemble de l'année 2006) que de ceux de droite. C'est exceptionnel : en 2002 c'était 50-50

Evolution au cours de la campagne

	janvier	avril	élection	Mai juin
gauche	53	51		56
droite	47	49		44

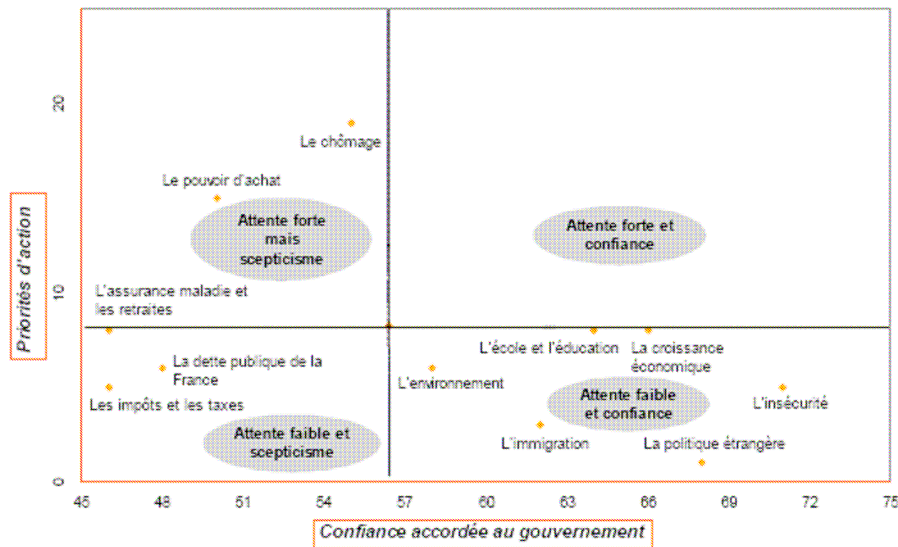
S'il y a droitisation, elle a lieu après l'élection.

### attentes prioritaires des français

Les français placent en tête avec une parfaite stabilité de décembre 2006 à juin 2007 à des thèmes avantageant structurellement la gauche. Viennent en tête parmi 12 propositions l'emploi, la lutte contre la pauvreté, le pouvoir d'achat et l'éducation. (Thèmes sur lesquels la gauche dominait encore la droite de 10 à 23 points au démarrage réel de la campagne en janvier 2007). Les attentes sécuritaires ou liées à l'immigration, ou la croissance restent loin derrière (rappelons qu'en 2002 la sécurité venait en première position ; si elle a reculé c'est à la fois par ce qu'on assiste à un certain consensus droite gauche sur la question mais aussi parce que les français ont le sentiment que N Sarkozy a fait son travail

Il faut ajouter que les français restent très attachés au service public et sont très inquiets face à son délitement.)

Au 14 juin 2007 en plein état de grâce, on s'aperçoit encore que sur leurs attentes prioritaires les français ne font pas confiance au gouvernement.



Il y a donc eu une erreur stratégique majeure dans la campagne de Ségolène Royal (drapeau, sécurité, ...). Ségolène Royal avait une vraie avance sur la crédibilité de son programme sur le chômage. Cette avance a fondu tout au long de la campagne.

Sur la politique sociale, elle est restée devant Sarkozy mais cette avance a chuté. En gros elle a perdu 10 à 15 points tout au long de la campagne sur chaque indicateur.

Rappelons que dans les débuts de campagne, les sondages sur les souhaits de présence au second tour donnaient 10 points d'avance à SR sur NS et les sondés s'exprimaient à 40 % contre 30 % pour la victoire du candidat de la gauche plutôt que celle du candidat de la droite

**Duel Royal Sarkozy :** dans nos premières intentions de vote BVA-Orange (12 décembre) réalisées juste après leurs investitures par le PS et l'UMP, Ségolène Royal l'emportait sur Nicolas Sarkozy au premier (35 % contre 32 %) comme au second tour (51 % contre 49 %). Le fait que ce potentiel initial n'ait pas été transformé en vote montre simplement le différentiel de persuasion respectif des deux finalistes. Mais il s'agit évidemment moins d'un problème de personne que de projet : la droite a proposé aux Français un projet de société cohérent, lisible et bien marqué idéologiquement, la gauche ne l'a pas fait.

### baromètre BVA

Le 13 février les grandes mesures annoncées dans le discours de Villepinte sont largement approuvées. Pourtant le programme de Sarkozy paraît plus crédible.

Dans le baromètre du 24 avril les principales mesures du programme socialiste séduisent bien davantage que celles du programme de Nicolas Sarkozy. Les mesures économiques et sociales proposées par Ségolène Royal suscitent l'adhésion de plus des trois quarts d'entre eux (76%). Ainsi les atouts de SR résident dans son programme plus que dans sa personnalité. Mais cet avantage programmatique est inexploité.

Il existe une différence de 13 points en faveur de Nicolas Sarkozy sur la crédibilité.

Le 26 avril la course au centre est une erreur stratégique ; l'accord avec le modém est inutile : c'est un gain minime à droite car les reports se seraient faits sans accort, cela crée un agacement maximum à gauche.

Le redressement de Sarkozy et l'effondrement de Royal sont particulièrement marqués chez les ouvriers : 57 points de différence en décembre 2006, 1 point seulement entre les deux tours.

## **Eric Dupin**

Les enquêtes d'opinion sont un outil précieux souvent mal utilisé par les médias, mais il y a bien d'autres prismes de lecture. Ajoutons que l'inculture historique des journalistes les amène à des interprétations erronées des résultats électoraux actuels.

Ayant travaillé sur la droite française, Dupin rappelle le travail très pragmatique et très sérieux réalisé par l'UMP, associé à un gros travail de lecture du réel comme le rapport des français aux 35h ou le repérage des leviers du pouvoir d'achat. Mais aussi le fait que Sarkozy prend très au sérieux l'idéologie. La combinaison audit de la réalité et idéologie donne une grande cohérence : ainsi toutes les mesures de son programme trouvaient leur cohérence dans la primauté de l'individu sur le collectif. La force du candidat de l'UMP est de se situer au croisement des trois traditions de la droite

Sarkozy est « orléaniste » par ses convictions libérales et non ultralibérales (cf. travail et soutien à Balladur) « bonapartiste » par son autoritarisme et « réactionnaire » dans son approche de la société. et l'importance forte donnée au rôle de la religion.

Les notions de droite et gauche sont des notions topographiques, simplificatrices et surtout relatives. La droite et la gauche ne sont pas des ensembles clos.

Il y a en France des facteurs de droitisation lourds :

- hyper individualisme liée à une baisse des espérances collectives, traduits par les mesures comme carte scolaire, logement,.... développement de « l'entre soi », religion du consumérisme
- vieillissement de la population
- concurrence planétaire du travail

La gauche n'a pas de son côté utilisé de thème porteur comme la protection sociale, Ségolène royal a au contraire fait une surenchère destructrice sur la sécurité, ...

La gauche n'a pas à court terme d'autre solution que de faire de la résistance (ce qu'elle fait assez bien) mais il lui faut impérativement produire à plus long terme une analyse critique, pragmatique, concrète et plus radicale du capitalisme mondialisé.

## **Alexis Dalem**

Il n'y a pas de contradiction entre les deux propos précédents. Le problème de la cohérence programmatique du PS n'était pas un obstacle insurmontable. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le résultat d'une élection est la résultante de la confrontation entre une réalité sociale et une offre politique.

Beaucoup d'éléments montraient que la gauche partait avec beaucoup d'atouts :

- tous les instituts de sondage font le même constat que BVA
- Les mobilisations sociales depuis 2002 traduisent des attentes de gauche
- le bilan du gouvernement, les résultats des élections précédentes
- le résultat du 21 avril 2002 et le vote utile
- la nature du projet de Sarkozy

Ainsi jusqu'en décembre 2006 Ségolène Royal était donnée gagnante.

SR porte une lourde responsabilité dans son refus d'identifier NS au bilan du gouvernement ; elle refuse de critiquer NS jusqu'à fin mars. Ensuite la critique est faite mais devient caricaturale. Sur le fond, comme par exemple sur le « travailler plus pour gagner plus » qui peut produire un effet catastrophique avec une fraude massive, les critiques ne sont sorties dans la presse qu'après le second tour.

Le rapprochement SR modém est une erreur stratégique.

A noter l'incapacité à imposer les questions économiques et sociales.

La carte géographique des résultats du second tour avec le basculement de certains bastions se superpose à celle des bassins d'emplois : il y a résistance à gauche dans les zones d'emplois agricoles c'est-à-dire dans des zones d'emplois assez protégés.

L'évolution sur la longue durée (cf. études du cevipof) ne montre pas de droitisation de la société. S'il est vrai qu'il y a des attentes de sécurité, d'autorité, d'ordre, de valorisation de l'effort ce n'est pas en liaison avec une conception passée de l'ordre mais c'est lié à une aspiration à l'autonomie, à la liberté individuelle dans la sphère privée.

Sur de nombreux sujets on voit d'après les données du cevipof qu'il n'y a pas droitisation :

	1978	1988	1995	1997	2002	2006
Pratique religieuse mensuelle	18	16	13	13	10	9
Effort et discipline	63	60	52	51	66	
Partisans de la peine de mort		64	56	50	52	38
Trop d'immigrés en France		69	75	60	66	54
Homosexualité acceptable			27		30	44

- Privatisations des entreprises publiques pour 57% Contre 41%
- Déclin des idées libérales dans le domaine économique et social
- Baisse de 20 points dans la confiance dans une plus grande liberté donnée aux entreprises
- Les français sont très peu libéraux sur le licenciement pour faciliter l'embauche.

Mais le discours dénonçant l'assistanat, le RMI comme frein à la recherche de travail reçoit une écoute croissante.

Le PS devait retrouver l'électorat populaire, il n'a pas pris les bons thèmes ; au contraire N Sarkozy a utilisé le discours de gauche (Jaurès, résultats du référendum TCE, ...)

Le PS a aujourd'hui beaucoup de travail à faire mais il se heurte à un obstacle de taille : la sociologie du parti très décalée avec la sociologie de son électorat.